

rendaient compte de la nécessité de rétablir la convention du pas du Nid-de-Corbeau, et ils ne s'en plaignaient pas, ajoutait l'honorable député, bien que ce fût contraire à leurs propres intérêts. A vrai dire, tous les industriels ont été représentés ici comme les gens les plus dociles, supportant avec courage les dures conditions qu'on leur impose à présent et ne jetant jamais les hauts cris. Pourquoi en jeteraient-ils? Quel sujet de plainte ont-ils? Leur volonté est souveraine ici. Depuis 1879 le gouvernement du pays, sans distinction de parti, les a servis docilement et le chef de l'opposition ayant déclaré qu'ils avaient été mieux servis par le présent ministre que sous son régime, il a fait, à l'appui de son assertion, l'énumération des instruments aratoires dont le prix a été augmenté.

Du point de vue des progressistes, toute la politique qui s'est engagée,—tous les discours adroits et éloquents prononcés hier par le député d'Halifax et par d'autres avaient pour objet de décider quel parti a le mieux servi la cause des classes riches, quel a été le plus fidèle au principe protectionniste. A la convention d'Ottawa, en 1893, sir Richard Cartwright a déclaré, ainsi qu'il est rapporté à la page 42 du compte rendu officiel, que jusqu'à ce moment-là, après treize années seulement de régime protectionniste, on avait soulagé la bourse du public d'au moins un milliard de dollars pour affermir au pouvoir les oppresseurs de la nation, et pour leur permettre de déjouer les desseins du peuple.

Quel sujet de plainte ont les industriels? En 1879, une loi a fait d'eux les pupilles de la nation dont ils sont devenus les maîtres en 1897. Depuis, le gouvernement de ce pays, sans distinction de parti, a exaucé tous leurs désirs. Cemilliard de dollars représente plus que l'indemnité que l'Allemagne a osé exiger de la France au lendemain de la guerre de 1871; la somme totale que les vainqueurs ont eu l'audace d'extorquer à une nation vaincue de quarante millions d'habitants a été prélevée sur la population canadienne, durant les treize premières années du régime protectionniste dans un pays qui renfermait alors moins de cinq millions d'âmes. Or, à ce moment-là, sir Richard était reconnu dans tout le pays comme la plus haute autorité en matière de statistique commerciale.

Je prendrai les quatorze années suivantes, jusqu'à 1907 année de la deuxième revision du tarif par M. Fielding. En supposant que sir Richard ne s'était pas trompé dans ses calculs quant aux treize premières années, la nation canadienne a dû être filoutée d'un milliard et demi de dollars, de 1893 à 1907; en effet, pendant ce laps de temps, notre population s'est accrue d'un million et demi et les nombre des articles imposables a augmen-

té de 340 à 480. Au demeurant, c'est pendant cette période de temps que certaines provinces ont largement subventionné l'industrie de l'acier, et que plusieurs municipalités ont accordé de l'aide pour fonder sur leur territoire des établissements industriels.

Mais, je passerai à un autre aspect de la question. La perte d'argent est-elle la seule dont il faille tenir compte? Qu'avons-nous perdu sous le rapport de la morale pendant toutes ces années-là? Hier, le chef de l'opposition a fait ressortir combien il est grave de la part d'un gouvernement de fouler aux pieds les engagements pris avant l'élection. Or, dans le même discours de sir Richard Cartwright, je relève le passage suivant:

Il doit sauter aux yeux de tous ceux qui examinent quelque peu les résultats du régime protectionniste en ce pays ou ailleurs que, dès qu'on établit ce régime, la loi ouvre la porte à la corruption la plus effrénée. Dès qu'on établit le régime protectionniste, on crée une classe de gens dont les intérêts diffèrent essentiellement de ceux du public en général, et qui contribuent volontiers à un fonds de corruption, partageant avec leurs maîtres le butin qu'ils ont pu prélever sur le public.

Pendant les délibérations de la Chambre des communes, le 11 avril 1890, sir Richard a déclaré en réponse à une question de l'honorable M. Mackenzie Bowell:

Je dis que toute cette question de protection est un vol, un vol légalisé, que vous subventionnez les manufacturiers, et qu'en échange, ces derniers vous subventionnent. Cela se fait au grand jour de part et d'autre.

En 1891, lorsqu'il a publié *Canada and the Canadian People*, Goldwin Smith a porté la même accusation.

Qui peut affirmer que la même chose ne se pratique pas à cette heure où il se trouve encore des hommes politiques pour défendre un régime douanier qui fait verser un dollar à la caisse de l'Etat pendant qu'il en met cinq dans les goussets de ceux qui protègent le tarif? Avant 1896, le parti libéral avait entrepris une campagne pour ouvrir les yeux des gens au sujet de la politique dite nationale, leur faisant voir les vices du système protecteur et les bienfaits du libre-échange. En 1897, cette campagne avait cependant pris fin, et depuis ce temps-là une nouvelle génération a grandi qui ne voit dans notre vie publique rien de mieux que ce qu'en disait sir Richard Cartwright. Il ne faut pas rechercher ailleurs la cause du malaise dont le pays est en ce moment atteint. Tel est l'état de choses qui existe en ce moment, et quant à ceux qui, de l'un et de l'autre côté de la Chambre, préconisent le maintien du présent système, ils le font sachant que nos compatriotes ont été chassés de leurs foyers, qu'ils ont dû renoncer à l'exploitation de la grande industrie fondamentale